

T2

Deuxième trimestre 2006
Rapport aux actionnaires
24 semaines terminées le 17 juin 2006



Loblaw[™]

LES COMPAGNIES LOBLAW LIMITÉE

Les Compagnies Loblaw limitée Rapport du premier trimestre 2006

Énoncés Prospectifs

Le présent rapport trimestriel, y compris le rapport de gestion, de Les Compagnies Loblaw limitée et de ses filiales (collectivement appelées la « société » ou « Loblaw ») contiennent des énoncés prospectifs qui reflètent les attentes de la direction en ce qui concerne les objectifs, plans, buts, stratégies, future croissance, résultats d'exploitation, rendement, perspectives et occasions d'affaires. Ces énoncés prospectifs comprennent les prévisions à l'égard du chiffre d'affaires et du bénéfice pour 2006. Ces énoncés prospectifs sont généralement désignés par des mots ou expressions comme « anticiper », « s'attendre à », « croire », « estimer », « avoir l'intention de » et d'autres expressions similaires.

Ces énoncés prospectifs ne sont pas des garanties, mais seulement des prédictions. Bien que la société estime que ces énoncés reposent sur des informations et des hypothèses qui sont à jour, raisonnables et complètes, ces énoncés sont nécessairement assujettis à plusieurs facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des estimations, prévisions et intentions. Ces différences peuvent être causées par des facteurs qui comprennent, sans toutefois s'y limiter, les changements dans les dépenses et les préférences des consommateurs, une augmentation de la concurrence, résultant entre autres de l'arrivée de nouveaux concurrents et de l'expansion des concurrents actuels, lesquelles peuvent entraîner des modifications dans les stratégies de prix de la société ou de celles de ses concurrents, la capacité à réaliser les économies prévues, y compris celles résultant de mesures de restructuration et de réduction des coûts, la capacité de mener à terme efficacement les plans de restructuration, les relations de la société avec ses salariés, le résultat des négociations collectives, y compris les modalités des futures conventions collectives, les modifications des exigences réglementaires qui touchent les activités actuelles ou futures de la société, les changements dans les impôts à payer de la société, qu'il s'agisse de modifications des lois fiscales ou de cotisations futures, les résultats de ses fournisseurs indépendants, les événements touchant la santé publique, la capacité de la société à attirer et à retenir des dirigeants clés et les questions d'approvisionnement et de contrôle de la qualité avec ses fournisseurs. La société met en garde le lecteur que la liste de ces facteurs n'est pas exhaustive. Ces facteurs et d'autres risques et incertitudes sont présentés dans les documents de la société déposés, de temps à autre, auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières au Canada, y compris dans la section Risques et gestion des risques du rapport de gestion compris dans le rapport annuel 2005 de la société.

Les hypothèses utilisées dans les énoncés prospectifs inclus dans le présent rapport trimestriel, y compris le rapport de gestion, comprennent ce qui suit : conjoncture pour 2006 généralement conforme aux prévisions, habitudes de consommation raisonnablement conformes aux tendances historiques, aucune augmentation de la concurrence résultant de l'arrivée sur notre marché de nouveaux concurrents importants ni de l'expansion majeure inattendue des concurrents actuels, aucun changement majeur des stratégies de prix de la société ni de celles de ses concurrents, réalisation des économies prévues découlant des activités de restructuration, exécution efficace de la suite des activités de restructuration, aucun changement majeur quant à l'approche de la société visant ses activités de restructuration en cours, aucun arrêt de travail majeur en 2006 et performance des fournisseurs indépendants conforme aux attentes.

Les éventuels investisseurs et autres lecteurs sont donc invités à examiner ces facteurs avec soin lorsqu'ils évaluent ces énoncés prospectifs et sont avisés de ne pas accorder trop d'importance à ces facteurs. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport trimestriel, y compris le rapport de gestion, sont faits en date du dépôt du présent rapport trimestriel et la société ne s'engage pas à les mettre à jour publiquement pour refléter de nouvelles informations, des événements futurs ou pour tout autre motif. Compte tenu de ces risques, incertitudes et hypothèses, il est possible que les événements décrits dans les présents énoncés prospectifs surviennent ou non. La société ne peut assurer que les résultats ou événements prévus se réalisent.

Table des matières

1	Rapport aux actionnaires	17	Bilans consolidés
3	Rapport de gestion	18	États consolidés des flux de trésorerie
16	États consolidés des résultats	19	Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés
16	États consolidés des bénéfices non répartis		

Rapport aux actionnaires

Le bénéfice net de base par action ordinaire du deuxième trimestre de Les Compagnies Loblaw limitée a été de 71 cents, en comparaison de 77 cents pour la période correspondante en 2005. Le bénéfice net de base par action ordinaire redressé¹⁾ au deuxième trimestre de 2006 totalisait 70 cents par rapport à 82 cents en 2005, soit une diminution de 14,6 %. Malgré un bénéfice net de base par action ordinaire redressé¹⁾ plus faible que prévu, la société demeure optimiste à la suite de progrès faits au cours du trimestre.

Des améliorations continuent d'être apportées pour stabiliser le réseau d'approvisionnement. Au cours du trimestre, le centre d'entreposage et de distribution détenu et exploité par un tiers et desservant l'est du Canada a amélioré sa productivité et atteint les niveaux de service et les objectifs en matière de coûts d'exploitation escomptés. Dans le cadre de l'instauration d'une plate-forme de technologie de l'information à l'échelle nationale, trois autres conversions de systèmes ont été menées à terme au cours du trimestre sans perturber grandement les activités poursuivies. Le niveau de service des produits d'alimentation s'est maintenu comme prévu pendant le deuxième trimestre alors que ceux des secteurs de la marchandise générale et de la pharmacie se sont de plus en plus stabilisés.

Le chiffre d'affaires du deuxième trimestre de 2006 a crû de 4,6 % ou de 294 millions de dollars pour s'établir à 6,7 milliards de dollars en comparaison de 6,4 milliards de dollars pendant la période correspondante de 2005. Le chiffre d'affaires, compte non tenu de l'incidence des EDDV¹⁾, a augmenté de 304 millions de dollars, ou 4,8 % par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Une hausse du chiffre d'affaires absolu s'est manifestée dans toutes les régions du pays comparativement à celle de la période correspondante de 2005. Le chiffre d'affaires au deuxième trimestre de 2006 tient compte de l'incidence positive d'environ 1 % attribuable au déplacement du chiffre d'affaires des célébrations de Pâques au deuxième trimestre de cette année. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a augmenté de 1,6 %. Le chiffre d'affaires des secteurs des produits d'alimentation, de marchandise générale et de la pharmacie a augmenté. Des investissements, sous forme de bas prix dans les produits d'alimentation, sont effectués sur des marchés précis afin d'appuyer la stratégie de la société visant à accroître le chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires de la société a diminué de 0,7 % par suite de la baisse des ventes de tabac au cours du deuxième trimestre conformément à la conjoncture actuelle. En outre, au deuxième trimestre, un important fournisseur de tabac a annoncé qu'il commencera à expédier directement sa marchandise à certains clients de la société vers la fin d'août 2006, ce qui devrait réduire les ventes de gros dans les secteurs payer et emporter et club-entrepôt d'environ 140 millions de dollars en 2006. Les ventes de tabac représentent une partie importante de ces secteurs, mais ne constituent pas une source de revenus majeure. L'incidence de cette situation sur les réseaux payer et emporter et club-entrepôt est présentement en cours d'évaluation à la suite de cette déclaration.

Le bénéfice d'exploitation de la société s'est chiffré à 327 millions de dollars au deuxième trimestre de 2006 comparativement à 369 millions de dollars pour la période correspondante de 2005. Le bénéfice d'exploitation redressé¹⁾ pour le deuxième trimestre de 2006 s'est chiffré à 336 millions de dollars en comparaison de 384 millions de dollars en 2005, ce qui se traduit par une marge d'exploitation redressée¹⁾ de 5,1 % et de 6,1 %, respectivement. Alors que la société continue de mettre en œuvre les transformations essentielles à sa croissance future, le bénéfice net a continué d'être fortement perturbé.

1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 13.

Rapport aux actionnaires

La poursuite des investissements dans les bas prix des produits d'alimentation, pour stimuler la croissance de notre chiffre d'affaires, a eu une incidence négative à court terme sur le bénéfice net, réduisant le pourcentage total de la marge brute. En revanche, cette réduction est en grande partie contrebalancée par l'amélioration des synergies d'achat, de la combinaison des produits d'alimentation, de la marchandise générale et de la pharmacie et des freintes des stocks. Des coûts opérationnels plus élevés dans les magasins et les centres de distribution, particulièrement les coûts de la main-d'œuvre, ont été engagés afin de stabiliser l'acheminement de la marchandise aux magasins. La plupart de ces coûts sont variables de par leur nature et devraient diminuer au fur et à mesure que les transformations seront menées à terme. Les coûts à court terme d'emplacements additionnels de tiers pour l'entreposage des stocks ont été absorbés afin d'accélérer la stabilisation du réseau d'approvisionnement.

La société continue les transformations essentielles pour lui permettre de faire face à la concurrence et de prospérer à long terme. Tout processus de transformation comporte à la fois des défis et des possibilités. En ce qui concerne la société, les défis ont été plus complexes et plus coûteux que prévu. Parallèlement, l'environnement concurrentiel du commerce de détail continue d'évoluer. La superficie nette en pieds carrés des magasins de détail continue de croître à un rythme qui excède le taux de croissance de la demande sous-jacente. Alors que la société et ses concurrents s'efforcent de maintenir et d'accroître leur part de marché, des pressions accrues ont été exercées sur les marges et les bénéfices de la société.

La société demeure confiante que la croissance du chiffre d'affaires annoncée précédemment et prévue en 2006, compte non tenu de l'incidence des entités à détenteurs de droits variables, se situera entre 3 % et 6 %. Bien que la croissance du bénéfice net de base par action ordinaire redressé¹⁾ devrait se renforcer pendant le reste de l'exercice, le taux de croissance devrait être plus faible que prévu, compte tenu des résultats pour l'exercice à ce jour, et sera donc inférieur aux prévisions antérieures qui s'établissaient entre 4 % et 7 %. La société prévoit que le bénéfice net de base par action ordinaire redressé¹⁾ pour l'ensemble de l'exercice se situera entre 0 % et 5 % en dessous des résultats de 2005.

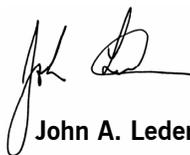
Le Président du Conseil,



W. Galen Weston

Toronto, Canada
le 24 juillet 2006

Le Président,



John A. Lederer

1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 13.

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion de Les Compagnies Loblaw limitée et de ses filiales (appelées collectivement la « société » ou « Loblaw ») doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes y afférentes de l'exercice 2006 de la société compris aux pages 16 à 24 du présent rapport trimestriel et les états financiers consolidés annuels vérifiés et les notes y afférentes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005 et le rapport de gestion y afférent compris dans le rapport annuel 2005 de la société. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes y afférentes de l'exercice 2006 de la société ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada et sont présentés en dollars canadiens. Les présents états financiers consolidés intermédiaires comprennent les comptes de Les Compagnies Loblaw limitée, ceux de ses filiales et ceux des entités à détenteurs de droits variables (« EDDV ») que la société est tenue de consolider conformément à la mise en application de la note d'orientation concernant la comptabilité NOC-15 « Consolidation des entités à détenteurs de droits variables » (*variable interest entities*) (« NOC-15 »). Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure à la page 68 du rapport financier compris dans le rapport annuel 2005 de la société. En outre, le présent rapport trimestriel comprend les termes suivants : « rendement de l'actif total moyen sur une base annuelle », qui est défini comme le bénéfice d'exploitation cumulatif des quatre derniers trimestres divisé par l'actif total moyen, compte non tenu des espèces, des quasi-espèces et des placements à court terme et le « rendement des capitaux propres moyens sur une base annuelle », qui est défini comme le bénéfice net cumulatif attribuable aux actionnaires ordinaires pour les quatre derniers trimestres, divisé par le total des capitaux propres moyens des actions ordinaires. Les renseignements dans le présent rapport de gestion prennent en compte l'information disponible jusqu'au 24 juillet 2006, à moins d'avis contraire.

Résultats d'exploitation

Au deuxième trimestre de 2006, le bénéfice net de base par action ordinaire a été de 71 cents, comparativement à 77 cents en 2005, soit une baisse de 7,8 %. Les facteurs ci-après ont touché le bénéfice net de base par action ordinaire au cours du deuxième trimestre de 2006 :

- charge de 4 cents par action ordinaire relativement à l'incidence nette de la rémunération à base d'actions et des contrats à terme de capitaux propres connexes;
- charge de 1 cent par action ordinaire relativement aux charges de restructuration et autres charges; et
- revenu de 6 cents par action ordinaire relativement à l'incidence sur les soldes d'impôts futurs découlant des variations des taux d'imposition réglementaires.

Une fois le redressement des éléments susmentionnés effectué, le bénéfice net de base par action ordinaire redressé¹⁾ s'élevait à 70 cents pour le deuxième trimestre de 2006. Ces résultats sont comparables au bénéfice net de base par action ordinaire redressé¹⁾ de 82 cents pour le deuxième trimestre de 2005, qui ne tenait pas compte de l'incidence négative de 3 cents par action ordinaire imputable à l'incidence nette de la rémunération à base d'actions et des contrats à terme de capitaux propres connexes et des charges de restructuration et autres charges de 2 cents par action ordinaire.

Malgré un bénéfice net de base par action ordinaire redressé¹⁾ plus faible que prévu, la société demeure optimiste étant donné la tendance positive du chiffre d'affaires et les progrès effectués au cours du trimestre.

1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 13.

Rapport de gestion

Des améliorations continuent d'être apportées pour stabiliser le réseau d'approvisionnement. Au cours du trimestre, le centre d'entreposage et de distribution détenu et exploité par un tiers et desservant l'est du Canada a amélioré sa productivité et atteint les niveaux de service et les objectifs en matière de coûts d'exploitation escomptés. Dans le cadre de l'instauration d'une plate-forme de technologie de l'information à l'échelle nationale, trois autres conversions de systèmes ont été menées à terme au cours du trimestre sans perturber grandement les activités poursuivies. Le niveau de service des produits d'alimentation s'est maintenu comme prévu pendant le deuxième trimestre alors que ceux des secteurs de la marchandise générale et de la pharmacie se sont de plus en plus stabilisés.

Chiffre d'affaires Le chiffre d'affaires du deuxième trimestre a crû de 4,6 % ou de 294 millions de dollars pour s'établir à 6,7 milliards de dollars, et tient compte de la diminution de 0,2 % ou 10 millions de dollars attribuable à la consolidation de certains franchisés indépendants, conformément à la NOC-15. En 2006, le chiffre d'affaires, compte non tenu de l'incidence des EDDV¹⁾, a augmenté de 304 millions de dollars ou de 4,8 % par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.

Chiffre d'affaires et croissance du chiffre d'affaires, compte non tenu de l'incidence des EDDV¹⁾

Pour les périodes terminées les 17 juin 2006 et 18 juin 2005 (en millions de dollars, sauf indication contraire)	2006 (12 semaines)	2005 ²⁾ (12 semaines)	2006 (24 semaines)	2005 ²⁾ (24 semaines)
Chiffre d'affaires total	6 699 \$	6 405 \$	12 846 \$	12 465 \$
Moins : le chiffre d'affaires attribuable à la consolidation des EDDV	89	99	170	170
Chiffre d'affaires, compte non tenu de l'incidence des EDDV ¹⁾	6 610 \$	6 306 \$	12 676 \$	12 295 \$
Croissance du chiffre d'affaires total	4,6 %	6,1 %	3,1 %	6,9 %
Moins : l'effet sur la croissance du chiffre d'affaires attribuable à la consolidation des EDDV	(0,2) %	1,6 %		1,4 %
Croissance du chiffre d'affaires, compte non tenu de l'incidence des EDDV ¹⁾	4,8 %	4,5 %	3,1 %	5,5 %

Les facteurs qui suivent expliquent plus en détail les principales variations du chiffre d'affaires du trimestre par rapport à celui de l'exercice précédent :

- la fête de Pâques qui a eu lieu trois semaines plus tard en 2006 a donné lieu à un déplacement du chiffre d'affaires attribuable à cette fête au deuxième trimestre de 2006 et à une augmentation d'environ 1 % de la croissance du chiffre d'affaires et du chiffre d'affaires des magasins comparables au deuxième trimestre de 2006;
- augmentation de 1,6 % du chiffre d'affaires des magasins comparables;

1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 13.

2) La société a mis en œuvre de manière rétroactive l'Abrégé des délibérations du Comité sur les problèmes nouveaux CPN-156, « Comptabilisation par un fournisseur d'une contrepartie consentie à un client (y compris un revendeur des produits du fournisseur) » au premier trimestre de 2006. Par conséquent, certains avantages promotionnels versés à des magasins franchisés indépendants, associés et indépendants en 2005 et 2004 ont été reclassés entre le poste Chiffre d'affaires et le poste Coût des marchandises vendues, frais de vente et d'administration. Pour de plus amples détails, voir la section « Normes comptables mises en œuvre en 2006 » comprise dans le présent rapport de gestion.

- importante croissance du chiffre d'affaires des magasins *The Real Canadian Superstore* en Ontario;
- l'inflation du prix des aliments à l'échelle nationale, conformément à « l'indice des prix à la consommation pour l'achat d'aliments en magasin » s'est située entre 1,0 % et 1,5 % approximativement pendant le deuxième trimestre de 2006, comparativement à environ 2,0 % pour la période correspondante de 2005;
- le chiffre d'affaires des produits d'alimentation, de la marchandise générale et de la pharmacie affiche un gain par rapport à celui de la période correspondante de 2005; et
- une augmentation de la superficie nette en pieds carrés des magasins de 2,1 millions de pieds carrés ou 4,4 %, au cours des quatre derniers trimestres, à la suite de l'ouverture de 51 nouveaux magasins détenus par la société et magasins franchisés et de la fermeture de 39 magasins, y compris les magasins qui ont été convertis ou qui ont connu des expansions majeures. Au cours du deuxième trimestre de 2006, 7 nouveaux magasins détenus par la société et magasins franchisés ont ouvert leurs portes et 6 magasins ont été fermés, ce qui a entraîné une augmentation nette de 0,2 million de pieds carrés ou 0,4 % de la superficie des magasins.

Des investissements, sous forme de bas prix dans les produits d'alimentation, sont effectués sur des marchés précis afin d'appuyer la stratégie de la société visant à accroître le chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires de la société a diminué de 0,7 % par suite de la baisse des ventes de tabac au cours du deuxième trimestre conformément à la conjoncture actuelle. En outre, au deuxième trimestre, un important fournisseur de tabac a annoncé qu'il commencera à expédier directement sa marchandise à certains clients de la société vers la fin d'août 2006, ce qui devrait réduire les ventes de gros dans les secteurs payer et emporter et club-entrepôt d'environ 140 millions de dollars en 2006. Les ventes de tabac représentent une partie importante de ces secteurs, mais ne constituent pas une source de revenus majeure. L'incidence de cette situation sur les réseaux payer et emporter et club-entrepôt est présentement en cours d'évaluation à la suite de cette déclaration.

Au premier semestre de l'exercice, le chiffre d'affaires de 12,8 milliards de dollars a été de 3,1 % supérieur à celui de l'exercice précédent. Bien que le moment des célébrations des fêtes pascales ne touche pas la croissance du chiffre d'affaires pour l'exercice à ce jour, les facteurs ci-après, outre les facteurs survenus pendant le trimestre et mentionnés précédemment, à l'exception de Pâques, expliquent plus en détail les variations du chiffre d'affaires de l'exercice à ce jour par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent :

- le moment des vacances scolaires des fêtes de fin d'année pendant la première semaine de 2006, conjugué à la perte d'une journée de ventes au cours du premier trimestre, ont eu des répercussions négatives d'environ 0,5 % sur la croissance du chiffre d'affaires et du chiffre d'affaires des magasins comparables au premier semestre de 2006;
- baisse de 0,4 % pour l'exercice à ce jour du chiffre d'affaires des magasins comparables; et
- une augmentation de la superficie nette en pieds carrés des magasins au cours des quatre derniers trimestres comme susmentionné. Au cours des deux premiers trimestres, 12 nouveaux magasins détenus par la société et magasins franchisés ont ouvert leurs portes et 12 magasins ont été fermés, ce qui a entraîné une augmentation nette de 0,3 million de pieds carrés ou 0,7 % de la superficie des magasins depuis la fin de l'exercice 2005.

Bénéfice d'exploitation Le bénéfice d'exploitation du deuxième trimestre de 2006 a diminué de 42 millions de dollars ou de 11,4 % par rapport à celui de l'exercice précédent pour atteindre 327 millions de dollars. La marge d'exploitation a été de 4,9 % au deuxième trimestre de 2006, comparativement à 5,8 % en 2005.

Les répercussions du plan de restructuration instauré pendant le premier trimestre de 2005 se sont poursuivies en 2006. Ce plan intégra la restructuration du réseau d'approvisionnement, l'installation dans un nouvel immeuble et la

Rapport de gestion

réorganisation des fonctions de soutien des opérations. La restructuration du réseau d'approvisionnement, qui devrait être entièrement terminée d'ici la fin de 2008, a engendré des coûts supplémentaires de 5 millions de dollars, lesquels ont été constatés au deuxième trimestre de 2006. Au total, les coûts prévus devant être engagés d'ici la fin de 2008 s'élèvent à 90 millions de dollars; de cette somme, 69 millions de dollars ont été constatés en 2005 et 2006. Le reste des coûts seront comptabilisés au fur et à mesure que les critères appropriés seront satisfaits.

La totalité des coûts prévus de 25 millions de dollars inhérents à l'installation dans un nouvel immeuble et à la réorganisation des fonctions de soutien des opérations ont été constatés à la fin du premier trimestre de 2006.

Les avantages escomptés résultant de ces initiatives se feront sentir un an plus tard que prévu.

(en millions de dollars)	Coûts constatés				Total des coûts prévus	Total des coûts prévus restants
	2006 (12 semaines)	2005 (12 semaines)	2006 (24 semaines)	2005 (24 semaines)		
Réseau d'approvisionnement	5 \$	3 \$	7 \$	54 \$	90 \$	21 \$
Installation dans un nouvel immeuble et réorganisation des fonctions de soutien des opérations		5	1	9	25	
Total des charges de restructuration et autres charges	5 \$	8 \$	8 \$	63 \$	115 \$	21 \$

En outre, au cours du deuxième trimestre de 2006, la société a constaté une charge de 9 millions de dollars (7 millions de dollars en 2005) au bénéfice d'exploitation attribuable à l'incidence nette de la rémunération à base d'actions et des contrats à terme de capitaux propres connexes, de même qu'un revenu de 5 millions de dollars (néant en 2005) relativement à la consolidation des EDDV.

Une fois le redressement des éléments susmentionnés effectué, le bénéfice d'exploitation redressé¹⁾ s'élevait à 336 millions de dollars au deuxième trimestre de 2006 comparativement à 384 millions de dollars au cours de la période correspondante de 2005. La marge d'exploitation redressée¹⁾ était de 5,1 % au deuxième trimestre de 2006 en comparaison de 6,1 % en 2005. La marge BAIIA redressée¹⁾ a diminué, passant de 8,0 % en 2005, à 7,1 %.

La poursuite des investissements dans les bas prix des produits d'alimentation, pour stimuler la croissance de notre chiffre d'affaires, a eu une incidence négative à court terme sur le bénéfice net, réduisant le pourcentage total de la marge brute. En revanche, cette réduction est en grande partie contrebalancée par l'amélioration des synergies d'achat, de la combinaison des produits d'alimentation, de la marchandise générale et de la pharmacie et des freintes des stocks. Des coûts opérationnels plus élevés dans les magasins et les centres de distribution, particulièrement les coûts de la main-d'œuvre, ont été engagés afin de stabiliser l'acheminement de la marchandise aux magasins. La plupart de ces coûts sont variables de par leur nature et devraient diminuer au fur et à mesure que les transformations seront menées à terme. Les coûts à court terme d'emplacements additionnels de tiers pour l'entreposage des stocks ont été absorbés afin d'accélérer la stabilisation du réseau d'approvisionnement.

1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 13.

Le bénéfice d'exploitation du premier semestre de 2006 a diminué de 42 millions de dollars ou de 6,7 %, s'établissant à 586 millions de dollars, ce qui a donné lieu à une marge d'exploitation de 4,6 % comparativement à 5,0 % pendant la période correspondante de 2005. Au cours du premier semestre de 2006, la société a comptabilisé des charges de restructuration et autres charges de 8 millions de dollars (63 millions de dollars en 2005), dont 7 millions de dollars (54 millions de dollars en 2005) ont trait au réseau d'approvisionnement et 1 million de dollars (9 millions de dollars en 2005) à l'installation dans un nouvel immeuble et à la réorganisation des fonctions de soutien des opérations. De plus, pour l'exercice à ce jour, la société a constaté une charge de 12 millions de dollars (12 millions de dollars en 2005) au bénéfice d'exploitation attribuable à l'incidence nette de la rémunération à base d'actions et des contrats à terme de capitaux propres connexes et aucune incidence (revenu de 1 million de dollars en 2005) relativement à la consolidation des EDDV.

Le bénéfice d'exploitation redressé¹⁾ du premier semestre de 2006 s'est élevé à 606 millions de dollars comparativement à 702 millions de dollars pendant la période correspondante de 2005. La marge d'exploitation redressée¹⁾ de l'exercice à ce jour s'est établie à 4,8 % comparativement à 5,7 % en 2005. La marge BAIIA redressée¹⁾ a diminué, passant de 7,6 % en 2005 à 6,8 %. Les résultats pour l'exercice 2006 à ce jour comprennent les incidences, au premier trimestre, des questions d'approvisionnement de produits, découlant des défis soulevés par les conversions entreprises en 2005, et des délais des activités des programmes, entraînant une diminution du chiffre d'affaires et une perte au titre des composantes fixes inhérentes aux coûts d'exploitation et d'administration.

Intérêts débiteurs Les intérêts débiteurs du deuxième trimestre de 2006 se sont élevés à 61 millions de dollars comparativement à 58 millions de dollars en 2005 en raison principalement de l'augmentation des taux d'emprunt canadiens à court terme. Les intérêts sur la dette à long terme étaient de 67 millions de dollars, comparativement à 69 millions de dollars en 2005. Les intérêts débiteurs sur les instruments financiers dérivés, qui comprennent l'incidence des swaps de taux d'intérêt, des swaps de devises et des contrats à terme de capitaux propres de la société, s'élevaient à 1 million de dollars pour le trimestre (intérêts créditeurs de 3 millions de dollars en 2005). Au cours du deuxième trimestre, des intérêts débiteurs de 5 millions de dollars (5 millions de dollars en 2005) ont été capitalisés au titre des immobilisations. Les intérêts débiteurs de l'exercice à ce jour s'élèvent à 121 millions de dollars comparativement à 113 millions de dollars en 2005.

Impôts sur les bénéfices Au deuxième trimestre, le taux d'imposition effectif a diminué pour s'établir à 25,9 % contre 32,8 % en 2005 et le taux d'imposition effectif de l'exercice à ce jour a baissé, passant de 31,7 % en 2005 à 28,6 % en raison surtout des variations du taux d'imposition réglementaire canadien fédéral et de celui dans certaines provinces. L'effet cumulatif de ces variations sur les actifs d'impôts futurs et les passifs d'impôts futurs sont compris dans les états financiers consolidés au moment où elles sont pratiquement en vigueur. Par conséquent, au deuxième trimestre de 2006, une réduction de 16 millions de dollars de la charge d'impôts futurs a été constatée par suite de la diminution du taux d'imposition fédéral canadien et de certains taux d'imposition réglementaires provinciaux.

1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 13.

Rapport de gestion

Bénéfice net Le bénéfice net du deuxième trimestre a diminué de 17 millions de dollars, ou 8,1 % pour atteindre 194 millions de dollars, comparativement à 211 millions de dollars au deuxième trimestre de 2005 et a baissé de 19 millions de dollars, ou 5,4 % pour s'établir à 334 millions de dollars pour l'exercice à ce jour. Le bénéfice net de base par action ordinaire du deuxième trimestre a reculé de 6 cents, ou 7,8 % pour se chiffrer à 71 cents, comparativement à 77 cents en 2005 et a chuté de 7 cents, ou 5,4 %, s'établissant à 1,22 \$ pour l'exercice à ce jour. Le bénéfice net de base par action ordinaire redressé¹⁾ au deuxième trimestre a régressé de 12 cents, ou 14,6 % pour se chiffrer à 70 cents comparativement à 82 cents en 2005 et a diminué de 25 cents, ou 16,8 % pour atteindre 1,24 \$ pour l'exercice à ce jour en comparaison de 1,49 \$ en 2005.

Situation financière

Ratios financiers Tout comme en 2005, Loblaw a continué de maintenir une situation financière stable au premier semestre de 2006. Le ratio de la dette nette¹⁾ sur les capitaux propres s'est établi à 0,70 :1 à la fin du deuxième trimestre de 2006 en regard de 0,73 :1 pour la période correspondante de 2005 et de 0,66 :1 à la fin de l'exercice 2005. La baisse du ratio de la dette nette¹⁾ sur les capitaux propres à la fin du deuxième trimestre de 2006, comparativement à celui enregistré à la fin du deuxième trimestre de l'exercice précédent, est principalement attribuable à l'augmentation des capitaux propres, laquelle a été contrebalancée par une légère hausse de la dette nette¹⁾ en 2006 par suite de la baisse des espèces, des quasi-espèces et des placements à court terme libellés en dollars américains imputable au renforcement du dollar canadien. Le ratio de la dette nette¹⁾ sur les capitaux propres à la fin des premier et deuxième trimestres est généralement supérieur à celui de la fin de l'exercice en raison de fluctuations cycliques du fonds de roulement. Conformément aux tendances des exercices précédents, le ratio de la dette nette¹⁾ sur les capitaux propres devrait s'améliorer tout au long du reste de l'exercice.

Par suite de la hausse des intérêts débiteurs et de la baisse du bénéfice d'exploitation, le ratio de couverture des intérêts s'est établi à 4,8 fois pour le premier semestre de 2006, comparativement à 5,6 fois en 2005. Le ratio de couverture des intérêts devrait s'améliorer pendant l'exercice de pair avec les améliorations prévues du bénéfice d'exploitation.

À la fin du deuxième trimestre de 2006, le rendement de l'actif total moyen sur une base annuelle¹⁾ a diminué, s'établissant à 10,7 % comparativement à 13,6 % pour la période correspondante de 2005 et à 11,2 % à la fin de l'exercice 2005. Le rendement des capitaux propres moyens sur une base annuelle à la fin du deuxième trimestre a baissé, se chiffrant à 12,4 % en comparaison de 18,0 % pour la période correspondante de 2005 et de 13,2 % à la fin de l'exercice 2005. Ces deux baisses sont attribuables au recul du bénéfice d'exploitation cumulatif des quatre derniers trimestres.

Dividendes sur les actions ordinaires Comme l'a déclaré le Conseil d'administration de Loblaw, un dividende trimestriel de 21 cents par action ordinaire a été versé le 1^{er} juillet 2006.

Capital-actions en circulation Le capital-actions en circulation de la société est composé d'actions ordinaires. Un nombre illimité d'actions ordinaires est autorisé et il y avait 274 054 814 d'actions ordinaires en circulation à la fin du trimestre. D'autres informations sur le capital-actions en circulation de la société figurent à la note 10 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 13.

Situation de trésorerie et sources de financement

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation Au deuxième trimestre, les rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation se sont établies à 419 millions de dollars en 2006, contre 375 millions de dollars en 2005. La majeure partie de la variation des rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation est attribuable à la provenance du fonds de roulement hors caisse, principalement d'une hausse des créiteurs et des charges à payer au cours du trimestre. Sur une base annuelle, les rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation se sont établies à 9 millions de dollars contre 165 millions de dollars en 2005. La variation des rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation pour l'exercice à ce jour est principalement attribuable à l'augmentation de l'utilisation du fonds de roulement hors caisse.

Sur une base annuelle, les rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation devraient combler une grande partie des besoins de financement de Loblaw en 2006, notamment ses dépenses en immobilisations prévues d'environ 900 millions de dollars. L'investissement dans le fonds de roulement hors caisse devrait diminuer et le bénéfice net avant la part des actionnaires sans contrôle et l'amortissement devrait augmenter pendant le reste de l'exercice.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement Au deuxième trimestre, les sorties de fonds liées aux activités d'investissement ont atteint 397 millions de dollars, comparativement à 98 millions de dollars en 2005. Sur une base annuelle, les sorties de fonds liées aux activités d'investissement se sont établies à 670 millions de dollars en comparaison de 28 millions de dollars en 2005. L'échéance du portefeuille de placements à court terme de la société a donné lieu à un changement de classement des placements, les faisant passer des espèces et quasi-espèces aux placements à court terme et à une variation des sorties de fonds liées aux activités d'investissement au deuxième trimestre de 2006 par rapport à celui de 2005. Au cours du deuxième trimestre de 2005, le produit tiré de la vente d'un portefeuille de prêts à long terme à recevoir d'une tierce partie a été compris dans les sorties de fonds liées aux activités d'investissement.

Au deuxième trimestre, les dépenses en immobilisations ont totalisé 172 millions de dollars (215 millions de dollars en 2005), et 363 millions de dollars (436 millions de dollars en 2005) pour l'exercice à ce jour, ce qui traduit l'engagement continu de Loblaw à maintenir et renouveler l'ensemble de ses actifs et à investir pour assurer sa croissance partout au Canada.

Au cours du deuxième trimestre, la Banque le Choix du Président (« la Banque PC »), filiale en propriété exclusive de la société, a titrisé des créances sur cartes de crédit de 60 millions de dollars (90 millions de dollars en 2005) et de 115 millions de dollars (100 millions de dollars en 2005) pour l'exercice à ce jour, par la vente d'une partie du total des droits dans ces créances à une fiducie indépendante. La titrisation a donné lieu à une perte nette nominale (perte nette nominale en 2005) compte tenu des hypothèses présentées à la note 8 afférente aux états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005 compris dans le rapport annuel 2005 de la société. Le recours de la fiducie indépendante aux actifs de la Banque PC se limite aux droits conservés de la Banque PC et est aussi appuyé par la société au moyen d'une lettre de crédit de soutien, correspondant à 9 % (15 % en 2005) du montant titrisé.

Au premier trimestre de 2006, la Banque PC a restructuré son programme de titrisation de créances sur cartes de crédit. Eagle Credit Card Trust (« Eagle »), fiducie indépendante constituée précédemment, a émis des billets de premier rang et de second rang de cinq ans, d'un montant de 500 millions de dollars, assortis d'un taux d'intérêt moyen pondéré de 4,5 % pour financer l'achat de créances sur cartes de crédit titrisées antérieurement par la Banque PC par l'entremise d'une fiducie indépendante. Les billets de second rang constituent un soutien au crédit pour les billets qui ont un rang supérieur. La Banque PC continuera de gérer les créances sur cartes de crédit au nom de Eagle, mais elle ne touchera

Rapport de gestion

pas de rémunération pour la gestion de celles-ci et conserve des droits dans les créances titrisées correspondant aux droits sur les rentrées futures une fois que les obligations envers les investisseurs auront été remplies. La restructuration du portefeuille a donné lieu à une perte nette minime.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement Au deuxième trimestre, les sorties de fonds liées aux activités de financement ont atteint 193 millions de dollars, comparativement à 117 millions de dollars en 2005. Sur une base annuelle, les rentrées de fonds liées aux activités de financement se sont établies à 290 millions de dollars en comparaison de 305 millions de dollars en 2005.

Pendant le deuxième trimestre, la société a remboursé ses 125 millions de dollars de débetures Provigo inc., série 1996, portant intérêt à 8,70 % arrivées à échéance.

Au cours du premier trimestre de 2006, Loblaw a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités dans le but de racheter à la Bourse de Toronto jusqu'à 13 702 740 de ses actions ordinaires, ce qui représente environ 5 % des actions ordinaires en circulation, ou de conclure des instruments dérivés sur capitaux propres dans ce but. En vertu des règles et règlements de la Bourse de Toronto, Loblaw peut racheter ses actions aux cours du marché à la date du rachat.

Résultats d'exploitation trimestriels

Le tableau suivant résume les principales informations financières consolidées tirées des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la société pour chacun des huit derniers trimestres. Ces informations ont été préparées conformément aux PCGR du Canada et sont présentées en dollars canadiens. Chacun des trimestres présentés comptait 12 semaines, à l'exception des troisièmes trimestres qui comptaient 16 semaines.

Sommaire des résultats trimestriels

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Deuxième trimestre		Premier trimestre		Quatrième trimestre		Troisième trimestre	
	2006	2005	2006	2005	2005	2004	2005	2004
Chiffre d'affaires ²⁾	6 699 \$	6 405 \$	6 147 \$	6 060 \$	6 552 \$	6 283 \$	8 610 \$	8 089 \$
Bénéfice net	194 \$	211 \$	140 \$	142 \$	201 \$	337 \$	192 \$	258 \$
Bénéfice net par action ordinaire								
De base (en dollars)	0,71 \$	0,77 \$	0,51 \$	0,52 \$	0,73 \$	1,23 \$	0,70 \$	0,94 \$
Dilué (en dollars)	0,71 \$	0,76 \$	0,51 \$	0,52 \$	0,73 \$	1,22 \$	0,70 \$	0,94 \$

2) La société a mis en œuvre de manière rétroactive l'Abrégé des délibérations du Comité sur les problèmes nouveaux CPN-156, « Comptabilisation par un fournisseur d'une contrepartie consentie à un client (y compris un revendeur des produits du fournisseur) » au premier trimestre de 2006. Par conséquent, certains avantages promotionnels versés à des magasins franchisés indépendants, associés et indépendants en 2005 et 2004 ont été reclassés entre le poste Chiffre d'affaires et le poste Coût des marchandises vendues, frais de vente et d'administration. Pour de plus amples détails, voir la section « Normes comptables mises en œuvre en 2006 » comprise dans le présent rapport de gestion.

La croissance du chiffre d'affaires et du chiffre d'affaires des magasins comparables au deuxième trimestre de 2006 a progressé par suite du moment des célébrations de Pâques qui ont eu lieu trois semaines plus tard en 2006, déplaçant le chiffre d'affaires de ces fêtes au deuxième trimestre de 2006. L'incidence positive sur la croissance du chiffre d'affaires au deuxième trimestre et l'incidence correspondante négative sur la croissance du chiffre d'affaires au premier trimestre de 2006 du déplacement du chiffre d'affaires des fêtes pascales ont été évaluées à approximativement 1 %. En outre, au cours du deuxième trimestre de 2006, des investissements sous forme de bas prix dans les produits d'alimentation ont été effectués sur des marchés précis. L'incidence du moment des vacances scolaires des fêtes de fin d'année pendant la première semaine de 2006, conjuguée à la perte d'une journée de ventes, a fait chuter la croissance du chiffre d'affaires d'environ 1 % pendant le premier trimestre de 2006. Le chiffre d'affaires provenant des EDDV consolidées par la société à partir de 2005, représentait entre 1,6 % et 1,8 % de la hausse du chiffre d'affaires trimestriel des deux derniers trimestres de 2005 comparativement aux trimestres correspondants de 2004.

Le bénéfice net de 2006 et de 2005 tient compte de l'incidence des coûts inhérents aux perturbations du réseau d'approvisionnement. Les variations du taux d'imposition fédéral canadien et de certains taux d'imposition réglementaires provinciaux ont favorisé le bénéfice net du deuxième trimestre de 2006. La variabilité du bénéfice net en 2005 est principalement imputable aux charges de restructuration et autres charges, aux fluctuations de la rémunération à base d'actions, déduction faite de l'incidence des contrats à terme de capitaux propres connexes, et aux charges relatives à la taxe sur les produits et services et aux taxes de vente provinciales.

Risques d'exploitation et gestion des risques

Relations de travail Postérieurement au deuxième trimestre de 2006, les conventions collectives touchant les employés des bannières *Loblaws* et *Zehrs* de la société en Ontario (Canada) sont arrivées à échéance. Des négociations collectives sont présentement en cours. De plus, les conventions collectives des employés de la bannière *The Real Canadian Superstore* en Alberta (Canada) arriveront à terme au cours du troisième trimestre de 2006. Bien que ce ne soit pas prévu à l'heure actuelle, la renégociation de ces conventions collectives pourrait entraîner des arrêts de travail ou des ralentissements qui, selon leur nature ou leur durée, pourraient avoir une incidence négative sur le rendement financier de la société. La société entretient de bonnes relations avec ses employés et les syndicats et, bien que cette éventualité ne puisse être écartée, elle ne prévoit aucun problème inhabituel lors de la renégociation de ces conventions collectives.

Nouvelles normes comptables mises en œuvre en 2006

Le 1^{er} janvier 2006, la société a mis en œuvre l'Abrégé des délibérations 156 du Comité sur les problèmes nouveaux, intitulé « *Comptabilisation par un fournisseur d'une contrepartie consentie à un client (y compris un revendeur des produits du fournisseur)* », (le « CPN-156 ») publié par l'Institut Canadien des Comptables Agréés en septembre 2005. Le CPN-156 traite de la contrepartie en espèces, y compris les avantages promotionnels, consentie par un fournisseur à un client. Cette contrepartie est présumée représenter une réduction du prix de vente des produits du fournisseur et, par conséquent, elle doit être classée comme une réduction du chiffre d'affaires dans l'état des résultats du fournisseur.

Rapport de gestion

Avant la mise en œuvre du CPN-156, la société comptabilisait certains avantages promotionnels versés à des franchisés indépendants, à des associés et à des comptes indépendants dans le poste Coût des marchandises vendues, frais de vente et d'administration de l'état des résultats. Par conséquent, la mise en œuvre du CPN-156 de manière rétroactive, a donné lieu à un reclassement qu'a réduit tant le chiffre d'affaires que le coût des marchandises vendues, des frais de vente et d'administration, comme suit :

(en millions de dollars)	Premier trimestre (12 semaines)		Deuxième trimestre (12 semaines)		Troisième trimestre (16 semaines)		Quatrième trimestre (12 semaines)		Total (52 semaines)	
	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004
Chiffre d'affaires présenté antérieurement	6 124 \$	5 677 \$	6 436 \$	6 069 \$	8 653 \$	8 134 \$	6 588 \$	6 329 \$	27 801 \$	26 209 \$
Chiffre d'affaires après reclassement	6 060 \$	5 622 \$	6 405 \$	6 036 \$	8 610 \$	8 089 \$	6 552 \$	6 283 \$	27 627 \$	26 030 \$
Reclassement entre le chiffre d'affaires et le coût des marchandises vendues des frais de vente et d'administration	64 \$	55 \$	31 \$	33 \$	43 \$	45 \$	36 \$	46 \$	174 \$	179 \$

Constituant des reclassements, ces modifications n'ont pas eu d'incidence sur le bénéfice net. Les marges d'exploitation, les marges d'exploitation redressées¹⁾ et les marges BAIIA redressées¹⁾ pour 2005 ont également été recalculées et mises à jour, le cas échéant, par suite de la modification du chiffre d'affaires.

Perspectives

La société continue les transformations essentielles pour lui permettre de faire face à la concurrence et de prospérer à long terme. Tout processus de transformation comporte à la fois des défis et des possibilités. En ce qui concerne la société, les défis ont été plus complexes et plus coûteux que prévu. Parallèlement, l'environnement concurrentiel du commerce de détail continue d'évoluer. La superficie nette en pieds carrés des magasins de détail continue de croître à un rythme qui excède le taux de croissance de la demande sous-jacente. Alors que la société et ses concurrents s'efforcent de maintenir et d'accroître leur part de marché, des pressions accrues ont été exercées sur les marges et les bénéfices de la société.

La société demeure confiante que la croissance du chiffre d'affaires annoncée précédemment et prévue en 2006, compte non tenu de l'incidence des entités à détenteurs de droits variables, se situera entre 3 % et 6 %. Bien que la croissance du bénéfice net de base par action ordinaire redressé¹⁾ devrait se renforcer pendant le reste de l'exercice, le taux de croissance devrait être plus faible que prévu, compte tenu des résultats pour l'exercice à ce jour, et sera donc inférieur aux prévisions antérieures qui s'établissaient entre 4 % et 7 %. La société prévoit que le bénéfice net de base par action ordinaire redressé¹⁾ pour l'ensemble de l'exercice se situera entre 0 % et 5 % en dessous des résultats de 2005.

Information supplémentaire

L'information financière supplémentaire a été transmise par voie électronique à divers organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières au Canada au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) et est accessible en ligne à l'adresse www.sedar.com et auprès du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), organisme de réglementation principal de la Banque le Choix du Président, filiale de la société.

1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 13.

Mesures financières non conformes aux PCGR

La société présente ses résultats financiers selon les PCGR du Canada. Toutefois, la société a inclus certaines mesures financières et certains ratios financiers non conformes aux PCGR qui, à son avis, fournissent de l'information utile à la direction et aux lecteurs du présent rapport trimestriel, pour mesurer le rendement financier et la situation financière de la société, pour les raisons décrites ci-après. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR du Canada et, par conséquent, ne peuvent être comparées à des mesures portant le même nom et présentées par d'autres sociétés cotées en bourse. Elles ne devraient pas non plus être interprétées comme des mesures remplaçant d'autres mesures financières déterminées conformément aux PCGR du Canada.

Chiffre d'affaires et croissance du chiffre d'affaires, compte non tenu de l'incidence des EDDV Ces mesures financières ne tiennent pas compte de l'incidence sur le chiffre d'affaires de la consolidation de certains franchisés indépendants par la société à la suite de la mise en application de manière rétroactive et sans retraitement de la NOC-15 le 2 janvier 2005. Cette incidence sur le chiffre d'affaires n'est pas prise en compte étant donné que la société estime que cela permet une analyse plus efficace de son rendement d'exploitation. Tant les mesures courantes que comparatives traduisent la mise en œuvre rétroactive du CPN-156. Le tableau « Chiffre d'affaires et croissance du chiffre d'affaires, compte non tenu de l'incidence des EDDV » figurant à la page 4 du présent rapport de gestion rapproche ces mesures financières et les mesures financières conformes aux PCGR du Canada.

Bénéfice d'exploitation et marge d'exploitation redressés Le tableau qui suit rapproche le bénéfice d'exploitation redressé et le bénéfice d'exploitation conforme aux PCGR du Canada présenté dans les états consolidés des résultats intermédiaires non vérifiés pour les périodes de douze et de vingt-quatre semaines terminées le 17 juin 2006 et le 18 juin 2005. Les éléments présentés dans le rapprochement ci-après ne sont pas pris en compte étant donné que la société estime que cela permet une analyse plus efficace de son rendement d'exploitation. En outre, ils touchent la comparabilité des résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances. Le fait de les exclure ne signifie pas qu'ils sont non susceptibles de se répéter. La direction utilise le bénéfice d'exploitation redressé et la marge d'exploitation redressée pour évaluer le rendement de la société et prendre des décisions en ce qui concerne ses activités d'exploitation poursuivies.

(en millions de dollars)	2006 (12 semaines)	2005 (12 semaines)	2006 (24 semaines)	2005 (24 semaines)
Bénéfice d'exploitation	327 \$	369 \$	586 \$	628 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :				
Incidence nette de la rémunération à base d'actions et des contrats à terme de capitaux propres connexes	9	7	12	12
Charges de restructuration et autres charges	5	8	8	63
EDDV	(5)			(1)
Bénéfice d'exploitation redressé	336 \$	384 \$	606 \$	702 \$

La marge d'exploitation redressée est calculée comme le bénéfice d'exploitation redressé divisé par le chiffre d'affaires, compte non tenu de l'incidence des EDDV.

Rapport de gestion

BAIIA et marge BAIIA redressés Le tableau qui suit rapproche le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements redressé (« BAIIA ») et le bénéfice d'exploitation redressé qui est rapproché des mesures conformes aux PCGR du Canada présentées dans les états consolidés des résultats intermédiaires non vérifiés dans le tableau ci-dessus, pour les périodes de douze et de vingt-quatre semaines terminées le 17 juin 2006 et le 18 juin 2005. La direction utilise le BAIIA redressé pour évaluer le rendement des activités poursuivies de la société et sa capacité à générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins de trésorerie, notamment son programme de dépenses en immobilisations.

(en millions de dollars)	2006 (12 semaines)	2005 (12 semaines)	2006 (24 semaines)	2005 (24 semaines)
Bénéfice d'exploitation redressé	336 \$	384 \$	606 \$	702 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :				
Amortissement	139	126	273	246
Amortissement des EDDV	(6)	(5)	(12)	(9)
BAIIA redressé	469 \$	505 \$	867 \$	939 \$

La marge BAIIA redressée est calculée comme le BAIIA redressé divisé par le chiffre d'affaires, compte non tenu de l'incidence des EDDV.

Bénéfice net de base par action ordinaire redressé Le tableau qui suit rapproche le bénéfice net de base par action ordinaire redressé et le bénéfice net de base par action ordinaire conforme aux PCGR du Canada et présenté dans les états consolidés des résultats intermédiaires non vérifiés pour les périodes de douze et de vingt-quatre semaines terminées le 17 juin 2006 et le 18 juin 2005. Les éléments présentés dans le rapprochement ci-après ne sont pas pris en compte étant donné que la société estime que cela permet une analyse plus efficace de son rendement d'exploitation. En outre, ils touchent la comparabilité des résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances. Le fait de les exclure ne signifie pas qu'ils sont non susceptibles de se répéter. La direction utilise le bénéfice net de base par action ordinaire redressé pour évaluer le rendement de la société et prendre des décisions en ce qui concerne ses activités d'exploitation poursuivies.

	2006 (12 semaines)	2005 (12 semaines)	2006 (24 semaines)	2005 (24 semaines)
Bénéfice net de base par action ordinaire	0,71 \$	0,77 \$	1,22 \$	1,29 \$
Ajouter l'incidence des éléments suivants :				
Incidence nette de la rémunération à base d'actions et des contrats à terme de capitaux propres connexes	0,04	0,03	0,05	0,05
Charges de restructuration et autres charges	0,01	0,02	0,02	0,15
Variations des taux d'imposition réglementaires	(0,06)		(0,06)	
EDDV			0,01	
Bénéfice net de base par action ordinaire redressé	0,70 \$	0,82 \$	1,24 \$	1,49 \$

Dette nette Le tableau ci-dessous rapproche la dette nette utilisée dans le calcul du ratio de la dette nette sur les capitaux propres et les mesures conformes aux PCGR du Canada présentées dans les bilans consolidés intermédiaires non vérifiés au 17 juin 2006 et au 18 juin 2005. La société calcule sa dette nette comme étant la somme de sa dette à long terme et de sa dette à court terme moins les espèces, les quasi-espèces et les placements à court terme. Le ratio de la dette nette sur les capitaux propres est utile pour évaluer le levier financier.

(en millions de dollars)	2006	2005
Dette bancaire	103 \$	84 \$
Effets commerciaux	845	715
Tranche de la dette à long terme échéant à moins de un an	26	156
Dette à long terme	4 182	4 197
Moins: les espèces et quasi-espèces	528	1 034
les placements à court terme	340	4
Dette nette	4 288 \$	4 114 \$

Total de l'actif Le tableau ci-dessous rapproche le total de l'actif utilisé pour mesurer le rendement de l'actif total moyen et les mesures conformes aux PCGR du Canada présentées dans les bilans consolidés intermédiaires non vérifiés au 17 juin 2006 et au 18 juin 2005. La société estime que le ratio du rendement sur l'actif total moyen est utile pour évaluer le rendement des actifs d'exploitation et, par conséquent, ne tient pas compte des espèces, des quasi-espèces et des placements à court terme dans le total de l'actif utilisé dans ce ratio.

(en millions de dollars)	2006	2005
Total de l'actif ³⁾	13 944 \$	13 355 \$
Moins: les espèces et quasi-espèces	528	1 034
les placements à court terme	340	4
Total de l'actif	13 076 \$	12 317 \$

3) Certains chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

États consolidés des résultats

(non vérifié)

Pour les périodes terminées le 17 juin 2006 et le 18 juin 2005 (en millions de dollars, sauf indication contraire)	2006 (12 semaines)	2005 (12 semaines)	2006 (24 semaines)	2005 (24 semaines)
Chiffre d'affaires (note 2)	6 699 \$	6 405 \$	12 846 \$	12 465 \$
Charges d'exploitation				
Coût des marchandises vendues, frais de vente et d'administration (note 2)	6 228	5 902	11 979	11 528
Amortissement	139	126	273	246
Charges de restructuration et autres charges (note 3)	5	8	8	63
	6 372	6 036	12 260	11 837
Bénéfice d'exploitation	327	369	586	628
Intérêts débiteurs (note 4)	61	58	121	113
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	266	311	465	515
Impôts sur les bénéfices (note 5)	69	102	133	163
Bénéfice net avant la part des actionnaires sans contrôle	197	209	332	352
Part des actionnaires sans contrôle	3	(2)	(2)	(1)
Bénéfice net	194 \$	211 \$	334 \$	353 \$
Bénéfice net par action ordinaire (en dollars) (note 6)				
De base	0,71 \$	0,77 \$	1,22 \$	1,29 \$
Dilué	0,71 \$	0,76 \$	1,22 \$	1,28 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

États consolidés des bénéfices non répartis

(non vérifié)

Pour les périodes terminées le 17 juin 2006 et le 18 juin 2005 (en millions de dollars, sauf indication contraire)	2006 (24 semaines)	2005 (24 semaines)
Bénéfices non répartis au début de la période	4 694 \$	4 193 \$
Bénéfice net	334	353
Dividendes déclarés par action ordinaire – 42 ¢ (42 ¢ en 2005)	(115)	(115)
Bénéfices non répartis à la fin de la période	4 913 \$	4 431 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Bilans consolidés

Au 17 juin 2006 et 31 décembre 2005
(en millions de dollars)

	2006 (non vérifié)	2005
Actif		
Actif à court terme		
Espèces et quasi-espèces	528 \$	916 \$
Placements à court terme	340	4
Débiteurs (note 7)	605	656
Stocks	2 115	2 020
Impôts sur les bénéfices	53	3
Impôts futurs	64	72
Frais payés d'avance et autres actifs	84	30
Total de l'actif à court terme	3 789	3 701
Immobilisations	7 881	7 785
Écarts d'acquisition	1 589	1 587
Autres actifs	685	688
Total de l'actif	13 944 \$	13 761 \$
Passif		
Passif à court terme		
Dette bancaire	103 \$	30 \$
Effets commerciaux	845	436
Créditeurs et charges à payer	2 174	2 535
Tranche de la dette à long terme échéant à moins de un an (note 9)	26	161
Total du passif à court terme	3 148	3 162
Dette à long terme (note 9)	4 182	4 194
Impôts futurs	214	237
Autres passifs	286	271
Part des actionnaires sans contrôle	9	11
Total du passif	7 839	7 875
Capitaux propres		
Capital-actions ordinaire (note 10)	1 192	1 192
Bénéfices non répartis	4 913	4 694
Total des capitaux propres	6 105	5 886
Total du passif et des capitaux propres	13 944 \$	13 761 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

États consolidés des flux de trésorerie

(non vérifié)

Pour les périodes terminées le 17 juin 2006 et le 18 juin 2005
(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2006 (12 semaines)	2005 (12 semaines)	2006 (24 semaines)	2005 (24 semaines)
Activités d'exploitation				
Bénéfice net avant la part des actionnaires sans contrôle	197 \$	209 \$	332 \$	352 \$
Amortissement	139	126	273	246
Charges de restructuration et autres charges (note 3)	5	8	8	63
Impôts futurs	(3)	41	(16)	26
Variation du fonds de roulement hors caisse	76	(2)	(616)	(519)
Autres	5	(7)	28	(3)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	419	375	9	165
Activités d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations	(172)	(215)	(363)	(436)
Placements à court terme	(165)		(348)	271
Produit tiré de la vente d'immobilisations	4	28	10	44
Créances sur cartes de crédit, après titrisation (note 7)	(66)	2	52	54
Placements dans des franchises et autres sommes à recevoir	14	109		85
Autres	(12)	(22)	(21)	(46)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(397)	(98)	(670)	(28)
Activités de financement				
Dette bancaire	23	29	73	37
Effets commerciaux	(26)	(84)	409	242
Dette à long terme – émise		4	4	308
– remboursée (note 9)	(132)	(8)	(138)	(223)
Capital-actions ordinaire – émis		(58)		1
Dividendes	(58)		(58)	(58)
Autres				(2)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(193)	(117)	290	305
Incidence des variations des taux de change sur les espèces et quasi-espèces	(17)	12	(17)	23
Incidence initiale des entités à détenteurs de droits variables				20
Variation des espèces et quasi-espèces	(188)	172	(388)	485
Espèces et quasi-espèces au début de la période	716	862	916	549
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	528 \$	1 034 \$	528 \$	1 034 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés

Note 1. Mode de présentation

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. La préparation des données financières repose sur des conventions et des méthodes comptables qui concordent avec celles qui ont été employées dans la préparation des états financiers consolidés annuels vérifiés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005, à l'exception de ce qui est indiqué à la note 2. Conformément aux PCGR du Canada, des informations additionnelles sont requises dans les états financiers annuels de sorte que ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés devraient être lus à la lumière des états financiers consolidés annuels vérifiés et des notes y afférentes figurant dans le rapport annuel 2005 de Les Compagnies Loblaw limitée.

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Les Compagnies Loblaw limitée et ceux de ses filiales, collectivement appelées, la « société » ou « Loblaw ». La société détient une participation de 100 % dans le capital-actions avec droit de vote de ses filiales. La société consolide également les entités à détenteurs de droits variables (« EDDV ») sur lesquelles le contrôle s'exerce autrement que par la détention de la majorité des droits de vote.

Estimations et hypothèses L'établissement des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés conformément aux PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants et les informations présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes y afférentes. Ces estimations et hypothèses sont fondées sur l'expérience passée, les connaissances optimales que la direction possède des événements et de la conjoncture en cours et sur les activités qui pourraient être entreprises à l'avenir. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Certaines estimations, comme celles relatives à l'évaluation des stocks, des écarts d'acquisition, des impôts sur les bénéfices, de la taxe sur les produits et services et des taxes de vente provinciales ainsi que des avantages sociaux futurs, dépendent de jugements subjectifs ou complexes sur des questions pouvant être incertaines, et les changements dans ces estimations pourraient toucher de manière substantielle les états financiers consolidés.

Informations correspondantes Certaines informations correspondantes de l'exercice précédent ont été reclassées afin que leur présentation soit conforme à celle qui a été adoptée pour l'exercice en cours; se reporter à la note 2.

Note 2. Normes comptables mises en œuvre en 2006

Le 1^{er} janvier 2006, la société a mis en œuvre l'Abrégé des délibérations 156 du Comité sur les problèmes nouveaux, intitulé, « *Comptabilisation par un fournisseur d'une contrepartie consentie à un client (y compris un revendeur des produits du fournisseur)* » (le « CPN-156 »), publié par l'Institut Canadien des Comptables Agréés en septembre 2005. Le CPN 156 traite de la contrepartie en espèces, y compris les avantages promotionnels, offerte par un fournisseur à un client. Cette contrepartie est présumée représenter une réduction du prix de vente des produits du fournisseur et, par conséquent, devrait être classée comme une réduction du chiffre d'affaires dans l'état des résultats du fournisseur.

Avant la mise en œuvre du CPN-156, la société comptabilisait certains avantages promotionnels versés à des magasins franchisés indépendants, à des associés et à des comptes indépendants dans le poste Coût des marchandises vendues, frais de vente et d'administration de l'état des résultats. Par conséquent, la mise en œuvre du CPN-156, sur une base rétroactive, a entraîné une baisse tant du chiffre d'affaires que du coût des marchandises vendues, frais de vente et d'administration de 31 millions de dollars au deuxième trimestre de 2005 et de 95 millions de dollars au premier semestre de 2005. Constituant des reclassements, ces modifications n'ont pas eu d'incidence sur le bénéfice net.

Note 3. Charges de restructuration et autres charges

En 2005, la direction de la société a approuvé un vaste plan de restructuration de son réseau d'approvisionnement à l'échelle nationale. Le plan de restructuration doit en principe être terminé à la fin de 2008, et le total des coûts y afférents est évalué à environ 90 millions de dollars. De cette somme, environ 57 millions de dollars ont trait aux prestations de cessation d'emploi versées à des employés, qui comprennent des prestations de départ et des coûts supplémentaires au titre de régimes de retraite liés à la mise à pied d'employés, 13 millions de dollars sont imputables à la dépréciation d'immobilisations et à l'amortissement accéléré des actifs inhérents à la restructuration et 20 millions de dollars sont consacrés à la fermeture des installations et à d'autres coûts directement attribuables au plan de restructuration. Au deuxième trimestre de 2006, la société a comptabilisé des coûts de restructuration supplémentaires de 5 millions de dollars (3 millions de dollars en 2005) conformément à ce plan. À la fin du deuxième trimestre de 2006, une tranche de 21 millions de dollars des coûts estimatifs devait encore être engagée et elle sera constatée le moment venu. La charge de 7 millions de dollars (54 millions de dollars en 2005) constatée depuis le début de l'exercice se compose d'une tranche de 4 millions de dollars (47 millions de dollars en 2005) relative aux prestations de cessation d'emploi découlant des mises à pied prévues ainsi que d'une tranche de 3 millions de dollars (7 millions de dollars en 2005) liée aux autres coûts découlant directement de ces mesures.

De plus, la société a regroupé plusieurs services d'administration et d'exploitation en provenance de tout le sud de l'Ontario au sein d'un nouveau siège social et centre de services à Brampton, en Ontario, et elle a réorganisé les groupes de la mise en marché, de l'approvisionnement et de l'exploitation, ce qui comprend le transfert des activités de la marchandise générale de Calgary, en Alberta, dans ce nouvel édifice. Au premier semestre de 2006, la société a constaté des coûts de restructuration de 1 million de dollars (9 millions de dollars en 2005) relativement à ces activités de réorganisation. La totalité des coûts estimatifs de 25 millions de dollars liés à ces mesures avaient été constatés avant la fin du premier trimestre de 2006.

Le tableau qui suit résume les coûts constatés et les paiements en espèces effectués en 2006, de même que le passif net correspondant au 17 juin 2006.

(en millions de dollars)	Prestations de cessation d'emploi	Coûts de fermeture des installations et autres coûts	Total du passif net	Dépréciation et amortissement accélééré	Total 2006 24 semaines	Total 2005 24 semaines
Passif net au 31 décembre 2005 :	41 \$	- \$	41 \$			
Coûts constatés au cours de la période :						
Réseau d'approvisionnement	4 \$	1 \$	5 \$	2 \$	7 \$	54 \$
Déménagement des bureaux et réorganisation des fonctions de soutien de l'exploitation		1	1		1	9
	4 \$	2 \$	6 \$	2 \$	8 \$	63 \$
Paiements en espèces effectués au cours de la période :						
Réseau d'approvisionnement	3 \$	1 \$	4 \$			
Déménagement des bureaux et réorganisation des fonctions de soutien de l'exploitation	1	1	2			
	4 \$	2 \$	6 \$			
Passif net au 17 juin 2006	41 \$	- \$	41 \$			
Constaté au bilan consolidé comme suit :						
Autres actifs ¹⁾	9 \$		9 \$			
Créditeurs et charges à payer	9		9			
Autres passifs	23		23			
Passif net au 17 juin 2006	41 \$		41 \$			

1) Représente les coûts du régime de retraite à prestations déterminées appliqués aux autres actifs.

Note 4. Intérêts débiteurs

(en millions de dollars)	2006 (12 semaines)	2005 (12 semaines)	2006 (24 semaines)	2005 (24 semaines)
Intérêts sur la dette à long terme	67 \$	69 \$	133 \$	134 \$
Intérêts sur les instruments financiers dérivés	1	(3)	2	(7)
Intérêts nets à court terme	(2)	(3)	(4)	(4)
Montant capitalisé au titre des immobilisations	(5)	(5)	(10)	(10)
Intérêts débiteurs	61 \$	58 \$	121 \$	113 \$

Les intérêts nets versés au deuxième trimestre et depuis le début de l'exercice s'élèvent respectivement à 87 millions de dollars et à 146 millions de dollars (76 millions de dollars et 133 millions de dollars en 2005).

Note 5. Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices nets versés au deuxième trimestre et depuis le début de l'exercice s'élèvent respectivement à 78 millions de dollars et à 198 millions de dollars (105 millions de dollars et 248 millions de dollars en 2005).

L'effet cumulatif de la modification du taux d'imposition fédéral canadien et de certains taux d'imposition réglementaires provinciaux relativement aux actifs et aux passifs d'impôts futurs est reflété dans les états financiers consolidés au moment où cette modification est pratiquement entrée en vigueur. Par conséquent, au deuxième trimestre de 2006, une réduction de 16 millions de dollars de la charge d'impôts futurs a été constatée par suite de la diminution du taux d'imposition fédéral canadien et de certains taux d'imposition réglementaires provinciaux.

Note 6. Bénéfice net de base et dilué par action ordinaire

	2006 (12 semaines)	2005 (12 semaines)	2006 (24 semaines)	2005 (24 semaines)
Bénéfice net (en millions de dollars)	194 \$	211 \$	334 \$	353 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)	274,1	274,3	274,1	274,3
Effet dilutif de la rémunération à base d'actions (en millions)	0,4	1,1	0,4	1,2
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation (en millions)	274,5	275,4	274,5	275,5
Bénéfice net de base et dilué par action ordinaire (en dollars)	0,71 \$	0,77 \$	1,22 \$	1,29 \$
Effet dilutif de la rémunération à base d'actions par action ordinaire		(0,01)		(0,01)
Bénéfice net dilué par action ordinaire (en dollars)	0,71 \$	0,76 \$	1,22 \$	1,28 \$

Des options sur actions en circulation au prix d'exercice supérieur au cours du marché moyen des actions ordinaires pour la période ne sont pas constatées dans le calcul du bénéfice net dilué par action ordinaire. Par conséquent, au deuxième trimestre, 2 458 949 options sur actions (néant en 2005), assorties d'un prix d'exercice moyen pondéré de 68,36 \$ par

action ordinaire et, pendant le premier semestre de 2006, 2 386 949 options sur actions (néant en 2005), assorties d'un prix d'exercice moyen pondéré de 68,75 \$ par action ordinaire, n'ont pas été prises en compte dans le calcul du bénéfice net dilué par action ordinaire.

Note 7. Créances sur cartes de crédit

La Banque le Choix du Président (la « Banque PC »), filiale en propriété exclusive de la société, a titrisé des créances sur cartes de crédit de 60 millions de dollars (90 millions de dollars en 2005) au deuxième trimestre et de 115 millions de dollars depuis le début de l'exercice (100 millions de dollars en 2005) par la vente d'une partie du total des droits dans ces créances à une fiducie indépendante. La titrisation a donné lieu à une perte nette minimale (perte nette minimale en 2005), compte tenu des hypothèses présentées à la note 8 afférente aux états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2005. Le recours de la fiducie indépendante à l'égard des actifs de la Banque PC se limite aux droits conservés de la Banque PC, et est de plus appuyé par la société au moyen d'une lettre de crédit de soutien correspondant à 9 % (15 % en 2005) du montant titrisé.

(en millions de dollars)	2006 au 17 juin 2006	2005 au 31 décembre 2005
Créances sur cartes de crédit	1 317 \$	1 257 \$
Montrant titrisé	(1 125)	(1 010)
Créances sur cartes de crédit, montant net	192 \$	247 \$

Au premier trimestre de 2006, la Banque PC a restructuré son programme de titrisation de créances sur cartes de crédit. Eagle Credit Card Trust (« Eagle »), fiducie indépendante constituée précédemment, a émis des billets de premier rang et de second rang de cinq ans, d'un montant de 500 millions de dollars, assortis d'un taux d'intérêt moyen pondéré de 4,5 % pour financer l'achat de créances sur cartes de crédit titrisées antérieurement par la Banque PC par l'entremise d'une fiducie indépendante. Les billets de second rang constituent un soutien au crédit pour les billets qui ont un rang supérieur. La Banque PC continuera de gérer les créances sur cartes de crédit au nom de Eagle, mais elle ne touchera pas de rémunération pour la gestion de celles-ci et conserve des droits dans les créances titrisées correspondant aux droits sur les rentrées futures une fois que les obligations envers les investisseurs auront été remplies. La restructuration du portefeuille a donné lieu à une perte nette minimale.

Note 8. Avantages sociaux futurs

Le coût net total au titre des prestations de retraite de la société comptabilisé dans le bénéfice d'exploitation s'élève respectivement à 31 millions de dollars et à 66 millions de dollars pour le deuxième trimestre et depuis le début de l'exercice (25 millions de dollars et 47 millions de dollars en 2005). Le total du coût net des régimes comprend les coûts au titre des régimes de retraite à prestations déterminées et autres régimes, des régimes de retraite à cotisations déterminées et des régimes de retraite interentreprises de la société.

Note 9. Dette à long terme

Au deuxième trimestre de 2006, la société a remboursé, à leur échéance, ses débetures de Provigo inc. de série 1996 totalisant 125 millions de dollars et portant intérêt à 8,70 %.

Note 10. Capital-actions ordinaire

(en millions)	2006 (12 semaines)	2005 (12 semaines)	2006 (24 semaines)	2005 (24 semaines)
Nombre réel d'actions ordinaires en circulation	274,1	274,3	274,1	274,3
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	274,1	274,3	274,1	274,3

Note 11. Rémunération à base d'actions

Le coût de rémunération de la société constaté dans le bénéfice d'exploitation relativement à son régime d'options sur actions de même qu'aux contrats à terme de capitaux propres connexes et au régime d'unités d'actions temporairement incessibles se répartit comme suit :

(en millions de dollars)	2006 (12 semaines)	2005 (12 semaines)	2006 (24 semaines)	2005 (24 semaines)
Charge au titre du régime d'options sur actions	(7) \$	(4) \$	(6) \$	2 \$
Gain sur les contrats à terme de capitaux propres	11	9	10	6
Coût du régime d'unités d'actions temporairement incessibles	5	2	8	4
Coût net de la rémunération à base d'actions	9 \$	7 \$	12 \$	12 \$

Régime d'options sur actions Au premier semestre de 2006, la société a versé une somme de 1 million de dollars (37 millions de dollars en 2005) au titre de la plus-value d'actions à l'exercice de 70 868 options sur actions (992 069 en 2005). De plus, 34 230 options sur actions (18 762 en 2005) ont été perdues par défaut ou annulées au cours du premier semestre de 2006. Aux termes de son régime actuel d'options sur actions, la société a attribué 140 612 options sur actions (66 255 en 2005) à un prix d'exercice de 55,50 \$ (72,95 \$ en 2005) au deuxième trimestre de 2006 ainsi que 48 742 options sur actions (2 152 252 en 2005) à un prix d'exercice de 54,71 \$ (69,63 \$ en 2005) l'action ordinaire au premier trimestre de 2006.

À la fin du deuxième trimestre de 2006, la société avait au total 5 389 678 options sur actions en cours (5 548 634 en 2005), représentant environ 2,0 % (2,0 % en 2005) de ses actions ordinaires émises et en circulation, ce qui était tout à fait conforme à la directive de 5 % de la société. Le cours du marché par action ordinaire de la société à la fin du deuxième trimestre était de 54,17 \$ (70,60 \$ en 2005).

Régime d'unités d'actions temporairement incessibles Aux termes de son régime actuel d'unités d'actions temporairement incessibles, la société a attribué 46 289 unités d'actions temporairement incessibles au deuxième trimestre de 2006 (11 594 en 2005) et 644 712 unités d'actions temporairement incessibles au premier trimestre de 2006 (376 645 en 2005). De plus, au premier semestre de 2006, 5 361 unités d'actions temporairement incessibles ont été annulées (néant en 2005) et 562 unités d'actions temporairement incessibles ont été réglées en espèces (néant en 2005). À la fin du deuxième trimestre de 2006, un nombre total de 1 068 262 unités d'actions temporairement incessibles étaient en cours (388 239 en 2005).

Profil de la société

Les Compagnies Loblaw limitée (« Loblaw » ou la « société ») est la plus grande entreprise de distribution alimentaire, et l'un des plus importants détaillants de marchandise générale, de services de pharmacies et de services et produits financiers au Canada. Par l'intermédiaire de ses différentes bannières, Loblaw s'engage à regrouper sous un même toit une offre destinée aux Canadiens qui recherchent tout ce qu'il y a de mieux pour combler leurs besoins en matière de produits d'alimentation et d'articles ménagers courants. Cet objectif est possible grâce à son portefeuille de magasins de modèles variés à l'échelle du Canada. Loblaw jouit d'une réputation enviable pour la qualité, l'innovation et la valeur ajoutée de ses produits d'alimentation. Elle possède également le programme de marques contrôlées le plus solide au Canada, notamment ses marques uniques *le Choix du Président* et *sans nom*.

Alors que l'alimentation demeure au cœur de ses activités, Loblaw a transformé les perceptions des Canadiens quant à l'image de ce que peut être un supermarché. Ses magasins offrent une vaste gamme de services et de produits pour satisfaire les besoins des Canadiens en matière d'articles ménagers courants qui connaissent une croissance et un succès constants. De plus, *les Services financiers le Choix du Président* comprennent des services bancaires de base, la populaire carte de crédit MasterCard^{MD}, des assurances habitation, auto, voyage et pour animaux domestiques des *Services financiers le Choix du Président* de même qu'un programme de fidélisation de points *PC*.

Loblaw s'efforce d'atteindre ses objectifs par une croissance stable, soutenue et à long terme. Sa volonté d'assumer des risques d'exploitation calculés est équilibrée par son engagement à maintenir un bilan solide. Pour réaliser ses stratégies, Loblaw déploie les ressources nécessaires pour investir dans ses marchés existants et y accroître sa pénétration. Elle poursuit également un programme dynamique de développement de produits et est très sélective dans ses acquisitions et ses possibilités d'affaires. Étant donné la nature concurrentielle de l'industrie, Loblaw mise constamment sur un milieu d'exploitation tout à la fois rentable et stable. Elle veille à ce que ses systèmes technologiques et sa logistique accroissent l'efficacité de son exploitation.

Marques de commerce

Les Compagnies Loblaw limitée et ses filiales sont propriétaires d'un certain nombre de marques de commerce. Plusieurs filiales sont des utilisateurs sous licence d'autres marques de commerce. Ces marques de commerce sont la propriété exclusive de Loblaw ou du concédant de licence et, lorsqu'elles sont mentionnées dans le présent rapport, elles figurent en italique.

Relations avec les investisseurs

Les actionnaires, les analystes de valeurs mobilières et les professionnels en placements sont priés d'adresser leurs demandes à M. Geoffrey H. Wilson, vice-président principal, services financiers et relations avec les investisseurs, au siège social de la société ou par courriel au investor@loblaw.ca.

Des informations supplémentaires ont été transmises par voie électronique à divers organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières au Canada au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR ») et au Bureau du surintendant des institutions financières (« BSIF »), organisme de réglementation principal de la Banque le Choix du Président, filiale de la société. La société procède à un appel d'analystes peu de temps après l'émission de ses rapports trimestriels. Ces appels sont archivés dans la section destinée aux investisseurs sur le site Web de la société.

This report is available in English.

Ce rapport est imprimé au Canada sur du papier recyclé

Les Compagnies Loblaw limitée

1 President's Choice Circle
Brampton, Canada
L6Y 5S5

Téléphone : (905) 459-2500

Télécopieur : (905) 861-2206

Loblaw[™]

LES COMPAGNIES LOBLAW LIMITÉE

loblaw.ca